

Sogip

Blog veille du programme SOGIP :
échelles de gouvernance et peuples
autochtones

Equateur : Déclaration des Peuples Autochtones contre l'exploitation pétrolière

Publié le 08/03/2012 by Laurent Lacroix

Face à l'annonce du lancement du onzième round de négociation (ronda) pétrolière en Equateur, les Présidents des nationalités Achuar, Kichwa, Shiwiar, Shuar, Waorani et Sápara et les dirigeants de la CONFENIAE et de la CONAIE exigent de déclarer perpétuel le moratoire sur les activités pétrolières dans leurs territoires.

Le XI round de négociation (ronda) pétrolière va affecter les territoires autochtones du centre sud de l'Amazonie équatorienne sur une superficie d'environ 3 millions d'hectares dans les provinces Orellana, Pastaza et Morona Santiago. En conséquence les nationalités et les organisations autochtones mobilisées présentent leur position par la résolution suivante :

Résolution des Nationalités et des Peuples Autochtones d'Orellana, de Pastaza et de Morona Santiago face à la politique pétrolière de l'Etat Equatorien et la prétention du Gouvernement National de lancer le onzième round de négociation dans nos territoires ancestraux.

La Nationalité Achuar d'Equateur (NAE), la Nationalité Shiwiar d'Equateur (NASHIE), la Nation Sapara d'Equateur (NASE), la Nation Shuar d'Equateur (NASHE), le Peuple Ancestral de Huito, le Peuple Kichwa de Sarayaku, l'Association des Femmes Waorani d'Equateur (AMWAE), la Fédération Interprovinciale des Centres Shuar (FICSH), la Confédération des Nationalités Autochtones d'Amazonie Equatorienne (CONFENIAE), la Confédération des Nationalités d'Equateur (CONAIE), réunies à Puyo le 7 février 2012.

Considérant :

Que les territoires des Nationalités et Peuples Autochtones sont des espaces ancestraux de propriété et de possession dans lesquels nous vivons depuis une époque antérieure à la Constitution de la République d'Equateur.

Que, notre philosophie de vie se base sur la relation spirituelle que nous entretenons avec les forêts et tous les êtres qui les peuplent ; si ces relations sont détruites alors meurent l'âme et la vie de toutes les nationalités.

Que, el « buen vivir » (bien vivre) inscrit dans la Constitution de la République peut seulement se construire à partir de la compréhension du langage de la nature.

Qu'est viable un nouveau modèle d'Etat plurinational qui a pour fondements la propriété communautaire, la démocratie, la participation, la vie, les droits humains, les droits collectifs et l'harmonie avec la nature.

Que notre cosmovision a pour principe la conservation des forêts tropicales rémanentes et qui contribuent, en conséquence, à la réduction des émissions de gaz à effets de serre participant au réchauffement climatique global. Dans l'exercice de notre autodétermination et de nos droits collectifs consacrés dans la Constitution, les

instruments internationaux et la législation secondaire.

Au gouvernement national :

1. Nous exigeons que reste sans effets la politique pétrolière qui doit s'appliquer dans nos territoires dans le cadre du XI round de négociation pétrolière destiné à planifier l'exploration et l'exploitation de 21 blocs pétroliers dans les provinces d'Orellana, de Pastaza et de Morona Santiago.
2. Nous exigeons le respect de nos droits territoriaux pour que soit garantie la conservation du caractère imprescriptible, inaliénable et indivisible de nos territoires communautaires et que ceux-ci n'en soit jamais dépossédés.
3. Nous exigeons que soit respectée la proposition de moratoire perpétuel des Nationalités Autochtones d'Orellana, de Pastaza et de Morona Santiago sur l'activité pétrolière dans nos territoires en respect de nos cosmovisions, nos droits collectifs et les droits à la Nature.
4. Nous nous solidarisons à la proposition du projet Yasuni-ITT qui consiste à conserver le pétrole en sous-sol, les fonds générés par ce projet devant obligatoirement bénéficier aux collectivités concernées de la zone en question.

Au ministère des ressources non-renouvelables, aux services provinciaux en charge des hydrocarbures et aux autres entités :

5. Nous interdisons de prendre contact avec les organisations autochtones locales et d'entrer dans nos communautés, nous exigeons le respect de notre droit à l'autodétermination et à la décision du NON à l'activité pétrolière.

Aux gouvernements autonomes décentralisés (Conseils provinciaux, municipalités, juntas parroquiales) d'Orellana, de Pastaza et de Morona Santiago :

6. D'honorer les résolutions que nous avons adopté en tant que Nationalités et Peuples Autochtones et de ne pas promouvoir l'entrée d'aucun acteur ou opérateur sociopolitique qui tenterait d'entreprendre une activité pétrolière dans nos territoires.

Aux entreprises pétrolières étatiques et privées :

7. De ne pas réaliser d'investissements dans nos territoires ancestraux parce qu'ils ne sont pas légaux car ils affectent nos droits collectifs et les droits de la Nature.

À la communauté nationale et internationale :

8. Nous lançons un appel aux communautés affectées par les activités pétrolières pour partager leur mauvaise expérience avec les Nationalités et Peuples Autochtones d'Orellana, de Pastaza et de Morona Santiago et pour dénoncer de manière conjointe les problèmes socio-environnementaux qui nous affectent auprès de l'opinion publique national et international.
9. Nous lançons un appel à la société civile, aux organisations non gouvernementales et aux organisations

autochtones nationales et internationales pour qu'elles soutiennent, s'engagent et se solidarisent avec les Peuples et les Nationalités Autochtones d'Orellana, de Pastaza et de Morona Santiago.

10. Nous exprimons notre solidarité y nous soutenons tous les processus de lutte et de résistance aux niveaux national et international que les Peuples, Nationalités et Collectivités mènent face aux activités d'extraction qui attentent aux droits territoriaux, droits de la Nature et à la souveraineté alimentaire.

Presidente Nacionalidad Achuar del Ecuador, Germán Freire

Pueblo Kichwa de Sarayaku, José Gualinga

Presidente Nacionalidad Shiwiar del Ecuador, Fernando Santi

Presidente Nación Shuar del Ecuador, Manuel Maiche

Presidente de la Federación Interprovincial de Centros Shuar, Francisco Shiki

Presidente Nación Sapara, Basillio Mucushigua

Presidente Pueblo Ancestral de Huito, Dario Jaramillo

Presidenta Asociación de Mujeres Waorani, Manuela Ima

Presidente de CONFENIAE, Tito Puanchir

Vicepresidente CONAIE, Pepe Acachu

Source : [OMAL](#)

Article traduit par Laurent Lacroix (SOGIP)

Partager/Share



J'aime

J'aime

Cette entrée a été publiée dans [Consultation](#), [industries extractives](#), [Mouvements autochtones](#), [Territoire et taguée](#) [CONAIE](#), [déclaration](#), [Equateur](#), [Exploitation pétrolière](#).
Ajouter aux Favoris le [permalien](#).

Sogip

Thème : *Twenty Ten* Fièremment propulsé par WordPress

Suivre